



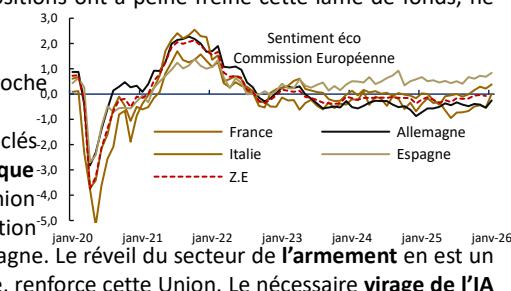
Edit'hebdo

L'Europe n'a été épargnée ni par les Etats Unis, ni par la Chine au cours de l'année 2025. Elle s'est adaptée mais n'était pas en mesure de résister, encore moins de contre attaquer comme a pu le faire la Chine avec ses terres rares. Depuis quelques mois, elle s'organise, redresse la tête et accélère la mise en place de projets qui transforment l'illusion de l'indépendance en une progressive réalité.

2026, L'ANNÉE DU RENOUVEAU EUROPÉEN

Pour l'Union Européenne, l'année 2025 a été marquée par une course contre la montre pour s'adapter aux conséquences des nuisances menées tambour battant par nos partenaires étrangers. Les initiatives européennes se sont souvent résumées à des mesures de protection contre les entrées de véhicules chinois ou des engagements financiers, investissements, achats de gaz, pour limiter les attaques des Etats Unis sur les droits de douane. Ces dispositions ont à peine freiné cette lame de fonds, ne participant que très timidement à rééquilibrer les forces en présence.

Elles n'ont apporté aucune solution pérenne pour l'Union. Depuis quelques mois cependant, un noyau dur de partenaires de l'Union a entamé une approche qui pourrait nous conduire vers une plus grande autonomie stratégique. La sortie de récession de l'industrie européenne est visible dans deux secteurs clés touchant à de notre indépendance, l'armement et l'IA. Le contexte énergétique est sur une nouvelle voie qui accélère le processus d'électrification dans l'Union où la France dans ce domaine détient un avantage certain. Cette transformation soutient à son tour la reprise industrielle ainsi que son renouveau en Allemagne. Le réveil du secteur de l'armement en est un exemple et le ralliement de l'Espagne, dans un premier temps plus réservée, renforce cette Union. Le nécessaire virage de l'IA attire à son tour un nombre croissant d'initiatives. La France y trouve une place de choix dans un écosystème favorable aux entreprises technologiques et encouragé par le programme «Choose France». Les postes d'investissement immatériels y trouvent une place de choix dans la dynamique capitaliste française depuis plus de deux ans déjà, dépassant les opérations du secteur de la construction. Le réveil de l'aéronautique aidé par les déboires successifs de Boeing ne peut non plus être ignoré. Les premiers frémissements de l'industrie allemande privilégiant un approvisionnement sur le marché européen, le programme SAFE* de l'Union pour la défense, celui plus récent en faveur de la réindustrialisation sur le territoire européen sont la traduction de cette nouvelle stratégie. Il n'y manque que la consolidation des nouvelles infrastructures financières, pour les paiements mais aussi pour mieux tirer profit d'une épargne abondante en déshérence. L'Eurosystème a déjà unifié de nombreuses opérations de paiement. Certaines d'entre elles émergent mais c'est autour d'un système de circulation européen et indépendant qu'avancera à son tour la souveraineté monétaire de l'Union. (*security action for Europe)



LA CONJONCTURE



USA

- Fort ralentissement des créations d'emplois en janvier 2026 22000 dans privé vs 45000 attendus.
- Les salaires du secteur privé** augmentent de 4,5% en janvier contre 4,4% en déc.
- Le crédit consommation** augmente de 0,5% sur déc et 3,3% en g.a
- L'ISM des services stable à 53,8. l'indice des prix des services restent ancrés à 66,6.

ZONE EURO

- Les PMI progressent dans l'industrie** à 49,5 vs 48,8. L'indice composite reste en territoire positif à 51,3.

ALLEMAGNE

- Rebond de 2 points du PMI manufacturier** à 49,4.
- Rebond des commandes industrielles** de 7,7% en déc après 5,7% en nov. 2% en nov. Elles rebondissent fermement sur les commandes domestiques de biens d'équipement depuis 3 mois.

FRANCE

- Le déficit commercial** en net repli de 10 Mds€ à 69,6 Mds en 2025.

	06/02/2026	30/01/2026	02/01/2026
\$/€	1,18	1,17	1,17
Brent \$	68,1	56,7	59,7
Bond 10 ans	4,20	4,22	4,19
OAT 10 ans	3,48	3,54	3,60
Or Once \$	4963,1	4493,8	4352,9

LES MARCHÉS DE TAUX

Les marchés obligataires européens convergent à nouveau

LE MARCHÉ DES ACTIONS

Les marchés américains plus nerveux

	06/02/2026	Variation semaine	Depuis 02/01/2026
S&P 500	6901,5	-0,9	0,5
Nasdaq	23064,7	-2,6	-1,1
Euro 50	5979,5	0,6	3,2
CAC 40	8226,9	1,5	0,9
Nikkei	53948,2	1,3	7,1
MSCI EM	94290,2	-1,0	7,7

ET LE SUCCESSEUR SERA KEVIN WARCH

Jamais une nomination dans l'une des institutions les plus puissantes des Etats Unis, et sans exagération du monde, n'aura fait couler autant d'encre ...rouge. **Kevin Walsh** n'est pas un inconnu de ces « short lists » qui en laissent certains sur le bord de la route... Il avait déjà manifesté son intérêt pour ce poste en 2016, Jérôme Powell lui ayant été préféré par Donald Trump. Ce choix devenu une affaire plus que jamais politique n'est pas non plus le premier du Président qui aurait préféré le Secrétaire d'état Scott Bessent qui a décliné l'offre. Alors que le mandat de Président de Jérôme Powell expire en mai prochain, ce dernier peut rester membre du Conseil des gouverneurs de la Fed jusqu'à la fin de son mandat en 2028.

La nomination de Mr Walsh, qui a déjà exercé ces fonctions au sein du Conseil des gouverneurs de la Fed de 2006 à 2011, a été motivée par un discours plus ferme de ce dernier en matière d'une plus grande concentration des pouvoirs de la Fed sur quelques sujets clés privilégiant **avant tout la stabilité des prix**. A ce titre, il a toujours manifesté son scepticisme envers l'usage d'outils non conventionnels, en premier lieu l'assouplissement quantitatif, qui passe par des achats d'actifs par l'institution. Il avait d'ailleurs marqué son opposition à cette politique en quittant ses fonctions de gouverneur au moment de la seconde salve de QE menée en 2011, en pleine crise des Subprimes. Il reste tout autant circonspect sur le rôle de régulateur qu'à la banque centrale et qui, selon lui, pourrait entraver son indépendance. Il ne remet néanmoins pas encore en cause les travaux menés par la Vice-Présidente en charge de la supervision bancaire au sein de la banque centrale même s'il recommande de rompre avec les instances internationales de réglementation bancaire dont les règles lui semblent inadaptées aux intérêts américains.

S'il envisage de concentrer l'une de ses missions sur la poursuite réduction du bilan de la banque centrale, ce souhait semble délicat face, d'une part aux risques inhérents aux conséquences qu'elle aura sur la liquidité banque centrale disponible et les risques de soubresauts sur le marché monétaire. D'autre part, le rythme auquel cette action sera menée pourrait conduire à de nouvelles tensions sur les taux, résultat bien à l'opposé des attentes du Président américain. Mr Powell, qui avait été nommé par D. Trump, une fois enfilé le costume de Président de la Fed, a mené une politique monétaire en toute indépendance des pressions exercées par le pouvoir politique. Si le choix de Mr Walsh est confirmé par le Sénat et sa feuille de route approuvée par ce dernier, la politique monétaire de la FED restera toujours soumise à un vote où chacun des 12 membres apporte une voix dans la décision finale. Seule, sa capacité à convaincre pourra influencer la décision finale.

L'ÉVOLUTION DES CLASSES D'ACTIFS

